



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE L'INDUSTRIE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor

Objectif

Lettre d'information
économique

AFRIQUE

N° 249 – septembre/octobre 2024

Les titres à la une

Afrique centrale : Le Cameroun émet 550 M USD d'eurobonds sur les marchés internationaux

Afrique de l'Est : Ethiopie – Après 16 mois de négociation, le FMI approuve un programme de 3,4 Md USD au titre de la Facilité Elargie de Crédit

Afrique de l'ouest : La BCEAO maintient son principal taux directeur à 3,5 %

Afrique australe : Afrique du Sud – La Banque Africaine de Développement accorde un prêt d'1 Md USD à Transnet

LE CHIFFRE À RETENIR

110 Md€

Capital callable de la Banque africaine de développement, après l'augmentation de capital décidée aux assemblées annuelles.

Table des matières

FOCUS	3
Conjoncture	4
Environnement des affaires	11
Projets et financements	14
Secteurs d'activités	17
Energies et matières premières.....	17
Industrie, transports et services	19
Agriculture et agroalimentaire.....	22
Agenda	23
Contacts	24

FOCUS

Sommet FOCAC 2024 : Un levier économique stratégique pour la coopération sino-africaine

Le 6^e Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC) s'est tenu cette année dans un contexte mondial marqué par une intensification des échanges commerciaux et une recherche accrue de diversification des partenariats économiques. Ce sommet, organisé alternativement entre la Chine et les pays africains depuis 2000, représente un moment clé pour les relations bilatérales entre les deux blocs, particulièrement dans le domaine économique.

Renforcer un partenariat économique stratégique

Le FOCAC 2024 marque une étape importante dans la consolidation des relations économiques sino-africaines. La Chine, devenue au cours de la dernière décennie le premier partenaire commercial de l'Afrique, continue d'accroître son influence sur le continent, notamment à travers ses investissements dans les infrastructures, l'énergie, l'industrie minière et les technologies. Ce Forum permet à la Chine de mettre en avant sa politique étrangère à l'égard du continent. Les relations entre la Chine et l'Afrique se sont fortement développées depuis la première édition du FOCAC en 2000. Des pays comme l'Angola, la Zambie ou la République Démocratique du Congo sont devenus des partenaires clés dans la fourniture de matières premières telles que le pétrole, le cuivre ou le cobalt.

Cette année, le sommet s'est concentré sur les moyens de renforcer le partenariat économique à travers de nouveaux accords commerciaux, des initiatives de développement durable, et des financements pour des projets structurants sur le continent africain. L'un des moments clés du forum a été l'annonce par le président chinois d'un investissement cumulé de 60 milliards de dollars destiné à soutenir des projets d'infrastructure en Afrique, notamment dans les domaines des transports, de l'énergie verte et des technologies de l'information. Il sera constitué à la fois de lignes de crédits, d'aides diverses et d'investissements d'entreprises chinoises en Afrique.

Une transformation vers une industrialisation africaine

Le FOCAC 2024 a mis l'accent sur un autre objectif majeur du continent africain : son industrialisation. Plusieurs pays ont exprimé leur volonté de diversifier leurs économies, trop souvent dépendantes de l'exportation de matières premières. La Chine s'est engagée à soutenir la montée en puissance de l'industrie africaine, notamment à travers la création de zones économiques spéciales, le développement de chaînes de valeur locales et la formation professionnelle. La Chine s'est engagée à supprimer les droits de douanes pour les produits exportés vers la Chine de 33 pays africains.

Conjoncture

Afrique centrale – Baromètre économique de la CEMAC par la Banque mondiale

Le 17 juin 2024, la Banque mondiale a publié son édition de printemps du baromètre économique de la CEMAC, un rapport qui examine la situation économique récente de la CEMAC, suivi de brèves analyses par pays. Selon le rapport, entre 2022 et 2023, la croissance dans les pays de la CEMAC a ralenti de 3,1 % à 1,7 %, principalement en raison de la baisse de l'activité pétrolière en Guinée équatoriale et des perturbations au Gabon. En revanche, le Tchad, le Congo, le Cameroun et la République centrafricaine ont témoigné d'une croissance plus élevée dans divers secteurs. La baisse des prix mondiaux du pétrole a aggravé la situation budgétaire et les réserves régionales, tandis que les dépenses publiques ont augmenté. Le chômage élevé et l'informalité freinent la réduction de la pauvreté. Pour inverser cette tendance, le rapport recommande des politiques d'inclusion économique ainsi que des investissements dans l'éducation et les compétences. Enfin, le rapport souligne la nécessité d'améliorer la gouvernance et réduire le déficit infrastructurel pour soutenir le développement du secteur privé et l'inclusion sociale.

Afrique centrale – Réouverture de la frontière entre le Tchad et la République Centrafricaine

Fermée depuis plus de dix ans, la frontière entre le Tchad et la République centrafricaine a été rouverte à la suite de discussions approfondies entre les deux pays, soulignant leur volonté commune de renforcer la coopération économique. La réouverture de la frontière a eu lieu le 24 mai dans la province du moyen Chari. Principalement fermée pour motifs sécuritaires, cette rupture relationnelle entre les deux pays a eu des conséquences notables sur le plan économique, commercial, humanitaire et pour le développement socioéconomique de la région. Les différentes dynamiques de développement des axes routiers qui entendent relier N'Djamena aux pôles économiques de ses pays voisins au sud représentent une opportunité majeure pour la reprise des activités commerciales entre le Tchad et la République Centrafricaine.

Afrique de l'ouest – La BCEAO maintient son principal taux directeur à 3,5 %

Réuni le 11 septembre 2024, le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a décidé de maintenir le principal taux directeur de la Banque Centrale à 3,5 %, ainsi que le taux d'intérêt sur le guichet de prêt marginal à 5,5 %, niveaux en vigueur depuis le 16 décembre 2023. Le taux d'inflation s'est établi à 4,1 % au 2ème trimestre 2024, contre 2,9 % le trimestre précédent, et est projeté pour l'ensemble de l'année à 3,7 % (au même niveau qu'en 2023). En outre, la situation extérieure de l'Union s'est améliorée, grâce à l'évolution favorable des termes de l'échange et à la mobilisation plus importante de

ressources extérieures par les Etats membres de l'Union. Par ailleurs, l'activité économique est restée dynamique, avec une progression du PIB réel de 5,3 % au 2ème trimestre 2024. Pour l'année 2024, la croissance de l'UEMOA atteindrait 5,9 %, contre 5,3 % en 2023.

Afrique de l'ouest – S&P révisé son appréciation de la politique monétaire de l'UEMOA et la notation de trois pays membres

Le 18 octobre 2024, l'agence de notation financière S&P a annoncé avoir rehaussé son appréciation relative à la crédibilité de la politique monétaire au sein de l'UEMOA. Selon l'agence, l'adhésion à l'UEMOA offre un ancrage politique important pour les pays et un amortisseur contre les chocs extérieurs. A titre d'illustration, sur la période 2003-2023, l'inflation dans l'UEMOA s'est établie en moyenne à environ 2,2 %, contre près de 10 % dans le reste de l'Afrique subsaharienne. Toutefois, l'agence reconnaît que l'appartenance à l'union monétaire limite la flexibilité monétaire, et donc la flexibilité de la politique budgétaire, pour les pays membres. Elle a par ailleurs procédé à des révisions pour trois pays membres de l'UEMOA : (i) le Bénin, dont la note est maintenue à "BB-" et la perspective révisée de "stable" à "positive" ; (ii) la Côte d'Ivoire, dont la note est rehaussée de "BB-" à "BB", avec perspective stable et (iii) le Sénégal, dont la note a été maintenue à "B+" et la perspective révisée de " stable " à " négative ".

Bénin – Maintien de la notation souveraine à "B1" par Moody's

L'agence Moody's a confirmé le 30 août la notation de B1 du pays, avec perspective stable. Le maintien de la notation a été justifié par la stabilité macro-économique du pays, soutenue par des investissements importants dans les infrastructures et par les réformes menées dans le cadre du programme avec le FMI. La croissance réelle du PIB devrait ainsi être comprise entre 6 et 7 % au cours des cinq prochaines années. Toutefois, l'agence fait état de risques qui pourraient justifier une dégradation de la note dans les mois à venir. La faible diversification de l'économie la rend en effet vulnérable aux chocs externes et la « faiblesse de la gouvernance et des institution » est évoquée, en particulier en lien avec les objectifs d'élargissement de la base fiscale de consolidation budgétaire, dont l'atteinte est incertaine bien que déterminante pour la notation souveraine.

Burkina Faso – Hausse de l'encours de la dette publique de 5 % au 1^{er} semestre 2024

Selon un récent bulletin publié par le Ministère de l'Economie et des Finances, l'encours de la dette publique (Administration centrale) s'élève à 7 354,5 Mds FCFA (11,2 Mds EUR) à fin juin 2024, soit une augmentation de 5,3 % depuis le début de l'année. La dette extérieure représente 43 % de l'encours global et a enregistré une hausse de 6,5 % sur le 1er semestre 2024. Elle est détenue à 88,8 % par des organismes multilatéraux et est principalement libellée en euro (57,7 %) et en dollar US (20,5 %). Concernant la dette intérieure, elle constitue 57 % de l'encours global de la dette publique et connaît une augmentation de 5,4 % sur les six

premiers mois de l'année. Elle est constituée à 80,3 % de bons et obligations du Trésor.

Cameroun – Le Cameroun émet 550 M USD d'eurobonds sur les marchés internationaux

Deux ans après sa dernière émission d'euro-obligations, le Cameroun a réalisé le 23 juillet 2024 une nouvelle émission de 550 M USD. Avec cette nouvelle émission, le Cameroun devient le cinquième pays africain à lever des fonds sur les marchés internationaux de la dette cette année, rejoignant ainsi la Côte d'Ivoire, le Kenya, le Bénin, et le Sénégal. Réalisée à un taux d'intérêt de 10,75 % sur 7 ans, cette opération affiche un taux de rendement élevé, supérieur à celui de ses pairs subsahariens ayant levé des fonds sur le marché euro-obligataire en 2024. Cette émission a eu lieu dans le cadre d'un placement privé, Citigroup Global Markets Ltd ayant été l'unique agent de placement pour l'opération d'emprunt et ayant agi en tant qu'arrangeur aux côtés de Cygnum Capital Middle East. Cette levée de fonds intervient au lendemain de la signature, par le président de la République, d'un décret habilitant le Ministre des finances à recourir à des emprunts sur les marchés financiers domestiques et internationaux pour des montants respectifs de 280 Mds FCFA et 336 Mds FCFA destinés au financement des projets de développements inscrits dans la loi de finances 2024 et à l'apurement des restes à payer. Le texte présidentiel ouvre la voie à l'implémentation de l'ordonnance portant la loi de finance rectificative de l'exercice 2024.

Congo – Le conseil d'administration du FMI approuve la cinquième revue de l'accord au titre de la Facilité élargie de Crédit

Le conseil d'administration du FMI a achevé le 10 juillet 2024 les consultations au titre de l'article IV pour l'année 2024 et de la cinquième revue de l'accord de la facilité élargie de crédit conclu le 21 janvier 2022 en faveur du Congo. Ceci a permis un décaissement de 32,4 millions de DTS (environ 43 M USD). Le FMI souligne que la reprise économique s'est poursuivie malgré les défis posés par les pressions inflationnistes et un environnement mondial incertain. Les performances au titre du programme ont été globalement satisfaisantes, bien que les réformes structurelles aient continué de connaître des retards. Un communiqué du ministre de l'Economie et des Finances souligne que « la réussite de cinq revues successives avec le FMI est la preuve de la détermination du gouvernement à œuvrer sans répit pour la maîtrise de la gestion des finances publiques. D'où l'impérieuse nécessité de poursuivre les efforts visant la consolidation des réformes structurelles indispensables à l'accélération de la croissance économique, gage du bien-être de la population ».

Ethiopie – Après 16 mois de négociation, le FMI approuve un programme de 3,4 Md USD au titre de la Facilité Elargie de Crédit

Près de 16 mois après l'octroi d'un mandat pour la négociation d'un programme, le Conseil d'administration du FMI a approuvé le 29 juillet un accord de 2,56 Md DTS (3,4 Md USD) sur quatre ans au titre de la Facilité Elargie de Crédit en faveur de l'Ethiopie. Cette décision a entraîné le décaissement immédiat de 766,7 DTS (1 Md USD). Complété par l'approbation, le 30 juillet, d'un soutien budgétaire (DPO) de 1,5 Md USD (1 Md USD de subvention et 500 MUSD de prêt concessionnel) de la Banque mondiale décaissé immédiatement, cet important paquet financier doit soutenir entre autres la mise en œuvre du programme de réformes économiques éthiopiennes (*HomeGrown Economic Reforms 2.0*). Parmi les principales envisagées figurent: i) la dévaluation et la libéralisation du change pour remédier aux déséquilibres extérieurs et aux pénuries de devises; ii) la modernisation de la politique monétaire pour lutter contre l'inflation; iii) la mobilisation accrue des ressources domestiques; iv) la réforme des entreprises publiques et v) le rétablissement de la viabilité de la dette. Le soutien de la Banque mondiale vise à atténuer les impacts sociaux de la dévaluation et des réformes en renforçant les filets sociaux et maintenant les subventions sur les produits de première nécessité. Le processus de restructuration de la dette externe via le Cadre commun du G20, rendu possible par l'approbation du programme FMI, devrait par ailleurs soulager un besoin de financement de 3,5 Md USD pour l'Ethiopie sur la durée du programme.

Ethiopie – Alignement des taux de change ETB/USD officiel et parallèle, plus d'un mois après la libéralisation du birr

En juillet 2024, l'Ethiopie a mis en place une série de réformes macroéconomiques visant l'ouverture de l'économie éthiopienne, dont la libéralisation du birr éthiopien (ETB). Suite au passage au taux de change flottant, l'ETB a connu une dépréciation de 72,9 % en une semaine, passant de 58,6 ETB pour 1 USD le 29 juillet, à 101,4 ETB le 7 août. Préalablement à la dépréciation, le taux de change parallèle était deux fois supérieur à celui du taux officiel, déterminé par la Banque centrale (NBE). 5 semaines après la mise en place de la réforme, les taux sont à présent quasi alignés, avec, la NBE, un premium persistant de 4 % sur le marché parallèle. La directive publiée le 29 juillet par la NBE introduisant le libre-échange de devises entre les opérateurs de marché (banques et agents de change) s'est accompagnée de la levée de certaines restrictions d'utilisation et d'accès aux devises.

Gabon – Après Moody's, l'agence Fitch dégrade à son tour la note souveraine du Gabon

Dans un communiqué publié le 26 juillet 2024, l'agence de notation américaine Fitch Ratings a décidé d'abaisser d'un cran la note du Gabon sur ses emprunts en devises, la faisant passer de « B- » à « CCC+ ». Elle emboîte ainsi le pas à l'agence

Moody's qui, dans un élan de perspectives négatives, avait baissé à Caa2 la note de crédit du pays. Selon l'échelle de notation de Fitch, cette note correspond à la catégorie « ultra-spéculatif », traduisant un niveau de risque élevé pour les investisseurs. Pour justifier sa décision, l'agence évoque des « risques croissants pesant sur la capacité du Gabon à rembourser sa dette ». À fin mai 2024, le pays avait déjà accumulé des arriérés extérieurs estimés à 165 Mds FCFA et est attendu en 2025 pour un remboursement de l'euro-obligation de 605 M USD. Les craintes de l'agence sont également liées à la politique économique du gouvernement de transition, jugée trop expansionniste, notamment avec une hausse inconsidérée des dépenses malgré des recettes qui restent limitées. Cette dégradation pourrait entraver les chances du pays d'emprunter sur les marchés financiers à des conditions favorables.

Ghana – La Banque du Ghana baisse son taux directeur de 200 points de base, désormais à 27 %, tandis que l'inflation remonte en septembre 2024, à 21,5 %

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Ghana a annoncé la réduction du taux d'intérêt directeur de 200 points de base, le portant à 27 %, l'inflation étant en baisse continue entre avril et août 2024. Selon le gouverneur de la Banque du Ghana, l'inflation devrait continuer à diminuer pour atteindre l'objectif de fin d'année situé entre 13 % et 17 %, avant de converger progressivement vers la cible de moyen terme de la Banque centrale, fixée entre 6 % à 10 %, d'ici à fin 2025. De façon presque simultanée, le Service statistique du Ghana (GSS) a publié ses données concernant l'inflation de septembre, faisant état d'une remontée à 21,5 % en septembre après 20,4 % en août 2024. Cette résurgence est principalement portée par l'augmentation des prix des produits alimentaires (4,2 % entre août et septembre 2024). Dans ce contexte, le Gouvernement ghanéen a manqué son objectif en matière d'émission de bons du Trésor, obtenant 64,1 % de l'objectif de 7,4 Md GHS (466 M USD). La baisse du taux directeur peut contribuer à expliquer une plus faible demande pour cette émission, en réduisant le coupon associé et augmentant l'attractivité relative des obligations d'État précédemment émises.

Ghana – Le FMI conclut sa troisième revue de programme par un accord avec le gouvernement ghanéen

Les équipes du FMI et les autorités ghanéennes ont conclu un accord à l'issue de la troisième revue du programme du FMI, qui s'est tenue à Accra du 24 septembre au 4 octobre 2024 dans le cadre du programme du Ghana au titre de la Facilité élargie de crédit de 3 Md USD. Après validation de cette revue par le Conseil d'administration du FMI, le versement de la quatrième tranche de 360 M USD du programme portera le total des décaissements à 1,92 Md USD depuis mai 2023. Des progrès significatifs ont été réalisés en matière de performances budgétaires (excédent primaire sur la base des engagements de 0,5 % du PIB en 2024), de reconstitution des réserves internationales (à 3,4 mois d'importations en août 2024 après un plus bas à 0,5 mois en février 2023) et de restructuration de la dette publique avec l'achèvement de la restructuration de la dette en euro-obligations, aboutissant à une réduction de 37 % de la valeur nominale de cette dette, de 13 Md

USD initialement. Le FMI a toutefois identifié trois points clés à surveiller i) la réponse à la sécheresse dans le nord du Ghana qui pourrait freiner la production agricole et accentuer la pression sur les prix alimentaires, ii) le secteur de l'énergie afin de réduire le déficit du secteur (1,9 Md USD en 2023) et iii) la protection des populations vulnérables dans un contexte d'augmentation des recettes fiscales.

Guinée – La Banque centrale maintient son taux directeur à 11 %

Le Comité de politique monétaire de la Banque centrale de la République de Guinée (BCRG) a tenu le 14 juin 2024 sa 14ème réunion ordinaire, à l'issue de laquelle il a décidé de maintenir le taux directeur et le coefficient des réserves obligatoires inchangés à respectivement 11% et 13%. Le Comité a relevé les efforts réalisés pour l'approvisionnement en carburant, suite à l'explosion du dépôt d'hydrocarbures de Conakry en décembre 2023, qui ont permis, en partie, de maintenir une croissance à 4% au 1er trimestre 2024 et de contenir le taux d'inflation à 5,8% en glissement annuel en mars 2024. En outre, les éventuelles tensions sociopolitiques et l'interdiction temporaire de l'exploitation artisanale de l'or et du diamant pourraient impacter l'économie et les recettes en devises. Toutefois, selon la BCRG, le meilleur accès à l'électricité et le décaissement du FMI à hauteur de 71 M USD au titre de la Facilité de crédit rapide devraient atténuer les risques pesant sur les perspectives économiques guinéennes.

Guinée équatoriale – Les services du FMI approuvent un programme de suivi pour la Guinée équatoriale

Le 24 juillet 2024, la direction du FMI a approuvé un programme de surveillance non financé de 12 mois pour la Guinée équatoriale, appelé *Staff Monitored Program* (SMP). Ces accords informels, conclus entre les autorités nationales et le FMI, permettent de suivre le programme économique des autorités sans nécessiter l'approbation du Conseil d'administration du FMI. Le SMP vise à stimuler une croissance plus forte, durable et inclusive en réponse à la contraction du secteur des hydrocarbures — la production d'hydrocarbures en Guinée équatoriale ayant chuté de 56 % depuis son sommet de 2008 et étant prévue de baisser encore de 32 % d'ici 2029, selon le FMI. Les principaux objectifs du SMP sont de renforcer la viabilité budgétaire, restaurer la solidité du secteur bancaire, mettre en œuvre des réformes structurelles pour favoriser la diversification économique, améliorer les résultats sociaux et promouvoir une meilleure gouvernance.

Kenya – Fitch abaisse la note du pays à « B – » avec une perspective stable

La note d'émission à long terme du Kenya en devises étrangères a été abaissée à « B – » suite aux incertitudes politiques et économiques engendrées par le retrait du projet de loi de finance par le gouvernement en juillet dernier face aux manifestations de la population. Fitch voit un renchérissement de l'emprunt domestique et un risque modérément élevé pour le financement externe dans un contexte de

réerves de change inférieures à la médiane "B". Fitch prévoit un creusement du déficit budgétaire à 4,7 % FY2024/25, soit 0,5 pt de pourcentage que la trajectoire du gouvernement malgré une révision à la hausse de 0,9 pt de pourcentage, du fait des coûts des dépenses sociales et de l'augmentation du service de la dette mais surtout d'une collecte de revenus inférieure d'1,8 % aux prévisions initiales pour FY2023/24. Fitch prévoit que le ratio paiements d'intérêts/recettes du gouvernement atteindra 31,7 % en 2025 (contre 31,5 % en 2024) et 32,8 % en 2026, ce qui est nettement supérieur à la prévision médiane de 12 % pour 2026 pour les pays de la catégorie "B". A noter que la perspective stable reflète le maintien du soutien des créanciers malgré des besoins de financements importants et croissants, la crédibilité de la politique de la banque centrale du Kenya et la solidité du secteur bancaire.

Sénégal – Moody's abaisse la note du pays de Ba3 à B1 avec perspective stable

Le 4 octobre 2024, Moody's a abaissé la note à long terme du Sénégal, qui passe de Ba3 à B1 avec perspective stable, indiquant un risque de crédit élevé, avec une mise sous surveillance du pays. Cette dégradation, malgré les perspectives positives à moyen terme (à compter de 2025 compte tenu du début de production d'hydrocarbures), s'explique par une situation budgétaire et d'endettement moins favorable que ce qui avait été évalué précédemment par l'agence. La décision fait suite en effet à la publication par les autorités sénégalaises des résultats préliminaires de l'audit sur les finances publiques sur la période 2019-2023, qui révèlent des niveaux de déficit et de dette qui auraient été plus élevées que ce qui avait été annoncé, avec des niveaux en 2023 de respectivement à 10,4 % contre 5,5 % et 83,7 % contre 76,3 %.

Togo – Consultations au titre de l'Article IV du FMI

Le 6 septembre, le Conseil d'administration FMI a achevé les consultations au titre de l'Article IV avec le Togo. Selon le Fonds, les perspectives pour le Togo semblent favorables, avec une croissance résiliente (5,6 % en 2023, projetée à 5,3 % en 2024), une inflation contenue (5,3 % en 2023, projetée à 2,7 % en 2024) et des efforts importants réalisés en 2023 pour réduire le déficit budgétaire (6,7 % du PIB de déficit en 2023, projeté à 6,4 % en 2024). Toutefois, le Fonds souligne que des risques importants persistent : le terrorisme au Nord du pays, la difficulté à accéder à des financements abordables dans la sous-région, les défis au sein du secteur bancaire. Le FMI préconise de continuer les efforts engagés sur la consolidation budgétaire pour améliorer la viabilité de la dette, stimuler le secteur privé pour une croissance plus durable, et de renforcer l'inclusion sociale par des dépenses dans les domaines de la santé et de l'éducation.

Environnement des affaires

Afrique du Sud – L'inflation poursuit sa lente décrue à 5,1% en juin

Selon l'agence nationale de statistiques (StatsSA), l'inflation des prix à la consommation (CPI) a atteint 5,1% sur un an au mois de juin, après 5,2% en mai. L'indicateur poursuit sa lente décélération depuis le mois de février (5,6%) et se maintient au-dessus de la barre des 5% depuis le mois de septembre 2023, soit la borne haute de la fourchette cible de la Banque centrale (3-6%). Les principaux postes contributeurs à la hausse des prix sont le « logement, eau et électricité » (+5,5%, soit une contribution positive de +1,3 point à l'inflation totale), les « produits alimentaires, boissons et tabac » (+4,6%, soit une contribution positive de 0,9 point) qui continuent de se modérer (son plus bas niveau depuis septembre 2020) et le « transport » (+5,5%, soit +0,8 point), qui décélère également bénéficiant de la baisse des prix des carburants (-1,24 ZAR pour l'essence, soit -4,9% et -1,18 ZAR pour le diesel, soit -5,3%). Par ailleurs, l'inflation des prix à la production (PPI) a stagné en juin, se maintenant à 4,6%. Les principaux secteurs contribuant à l'inflation sont le « charbon, produits pétroliers et chimiques » (+6,7%, soit une contribution positive de 1,6 point à l'inflation totale) puis les « produits alimentaires, boissons et tabac » (+4%, soit +1,2 point) et enfin les « métaux, machines et équipements » (+5,7%, soit une contribution positive de 0,8 point). Ces dernières données pourraient donc encourager la Banque centrale à réduire ses taux directeurs lors du prochain comité de politique monétaire le 19 septembre.

Comores – Adhésion des Comores à l'OMC et acceptation de l'Accord de l'OMC sur les subventions à la pêche

Les Comores ont adhéré à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) le 21 août 2024, devenant ainsi le 165ème membre de l'organisation internationale. Les Comores avaient sollicité leur adhésion en février 2007. Le pays a également accepté l'Accord de l'OMC sur les subventions à la pêche. Cet accord, adopté en juin 2022 lors de la 12ème conférence ministérielle (CM12), vise à promouvoir la durabilité des océans et à cette fin lutter contre la baisse des stocks de poissons en interdisant les subventions à la pêche jugées préjudiciables.

Niger – Orano suspend les activités de sa mine d'uranium

Le 23 octobre 2024, le groupe français Orano a annoncé la suspension à titre conservatoire des activités de sa filiale nigérienne, Société des mines de l'Air (Somaïr), à compter de la fin de ce mois d'octobre en raison des difficultés financières que celle-ci traverse. En effet, depuis le coup d'Etat en juillet 2023 et la fermeture du principal corridor d'approvisionnement et d'exportation, la Somaïr a du mal à tourner à plein régime. Le groupe indique dans son communiqué que toutes ses propositions faites aux autorités pour relancer l'activité commerciale

sont restées sans réponse. Par ailleurs, la Société du patrimoine des mines du Niger (SOPAMIN), actionnaire représentant l'Etat du Niger à hauteur de 36,6 % dans le capital de la SOMAÏR, n'a honoré aucune de ses dettes envers la société minière depuis 15 mois. Les faibles ressources financières restantes seront priorisées vers le paiement des salaires des collaborateurs et le maintien de l'outil industriel jusqu'à la fin d'année.

Nigéria – Le Gouvernement met en place de nouvelles mesures fiscales pour favoriser le développement du secteur pétrolier et gazier

Le ministre des Finance, Wale Edun, a annoncé le 2 octobre l'introduction de deux incitations fiscales afin de réduire le coût de la vie et revitaliser le secteur pétrolier et gazier : une exemption avec effet immédiat de la TVA pour les produits pétroliers et gaziers (auparavant à 7,5 %) ainsi que des allègements fiscaux pour la production offshore en eaux profondes. Ces réformes font partie d'un ensemble plus vaste de mesures adoptées en mars 2024 par le Président Tinubu, visant à améliorer l'attractivité des opportunités d'investissements au Nigéria afin de positionner le pays comme la principale destination des investissements dans le secteur pétrolier et gazier en Afrique.

RDC – La RDC accueillera l'année prochaine le prochain forum AGOA

Kinshasa accueillera l'année prochaine le prochain forum AGOA (African Growth and Opportunity Act) en juillet 2025. L'AGOA est une loi du Congrès américain adoptée en mai 2000 qui permet aux pays d'Afrique Subsaharienne éligibles d'exporter la plupart de leurs produits aux États-Unis sans droits de douane et sans obligation de réciprocité. L'annonce en a été faite par le ministre du Commerce Extérieur, Julien Paluku lors des récentes assises de l'AGOA à Washington. La RDC a rejoint l'AGOA en 2010 après 10 années de suspension. La stratégie AGOA-RDC, adoptée en juillet dernier, retient 21 filières hors secteur minier (dont le café, cacao, thé et gingembre) et 5 filières minières (cuivre, diamants, or, cobalt et 3T).

Sénégal – Renforcement de la coopération avec la Chine

D'après un communiqué en date du 4 septembre 2024, le Sénégal et la Chine ont signé une dizaine d'accords visant à renforcer la coopération entre les deux pays. Ces accords, signés dans le cadre de la visite officielle du Président Sénégalais en Chine et en marge du Forum sur le coopération sino-africaine (FOCAC), portent notamment sur (i) un prêt pour la phase 2 du forage rural de puits, (ii) les échanges et la coopération sur les informations entre l'agence de presse Xinhua et l'Agence de presse nationale sénégalaise, (iii) un échange de lettres sur le projet d'assistance technique dans le cadre des JOJ 2026 et (iv) des accords de partenariat relatifs aux échanges et à la coopération dans le développement économique, les technologies de l'information et de la communication, relatif à la création d'un groupe de travail sur l'investissement et la coopération économique, la promotion de la coopération en matière d'investissement dans le domaine du développement vert, la promotion

de la mise en œuvre de l'initiative pour le développement mondial de l'Agence chinoise de coopération, le renforcement de la coopération en matière de ressources humaines et la coopération entre China Media Group et la Télévision nationale sénégalaise.

Sénégal – Lancement du nouveau référentiel des politiques publiques "Sénégal 2050"

Le 14 octobre 2024, le Président de la République a lancé le nouveau référentiel des politiques publiques "Sénégal 2050", qui remplace ainsi le Plan Sénégal Emergent (PSE) en vigueur depuis 2014. La nouvelle feuille de route, déclinée en plans décennaux et quinquennaux, repose sur quatre axes prioritaires : une économie compétitive, un capital humain de qualité et équité sociale, l'aménagement et le développement durables et une bonne gouvernance et engagement africain. La stratégie nationale de développement 2025-29, d'un budget de 18 497 Mds FCFA (28,2 Mds EUR), se fonde sur une projection de croissance supérieure à 6,5 % en moyenne, une maîtrise de l'inflation à 2 % du PIB et de la stratégie d'endettement pour, entre autres, un objectif d'accès universel à l'eau et à l'électricité en 2029. Celle-ci devrait être financée à hauteur de 62,3 % par l'Etat, 23,6 % en partenariats public-privés (avec une contribution de 30 % de l'Etat) et 14 % par le secteur privé. L'ambition à l'horizon 2050 est d'atteindre une croissance annuelle de plus 6 %, de réduire significativement la pauvreté, d'améliorer l'inclusion sociale et territoriale et de renforcer la souveraineté.

Zambie – La crise énergétique en Zambie s'aggrave, impactant le secteur minier

La crise énergétique en Zambie, déjà historique, s'aggrave dans un pays dont 85% de l'électricité vient de barrages. Cela est dû à la sécheresse engendrée par le phénomène climatique El Nino. Malgré un accord d'importation d'électricité de 200 MW supplémentaires avec le Zimbabwe et l'Afrique du Sud, les signaux négatifs continuent à s'accumuler avec des coupures d'électricité qui pourront affecter jusqu'à 17 heures par jour la population à partir du 1er septembre. Dernier signal négatif en date, ZESCO a annoncé que les niveaux d'eau extrêmement bas du lac Kariba, 8% des capacités potentielles de stockage vont entraîner l'arrêt de la centrale électrique de Kariba North Bank à partir du 14 septembre 2024. En conséquence, la compagnie minière britannique Jubilee Metals a annoncé le 27 août la signature d'un accord d'achat d'électricité renouvelable de trois ans avec Lunsemfwa Hydro Power Company (LHPC). Elle imite son concurrent canadien First Quantum Minerals qui a signé un accord similaire avec GreenCo en mai dernier. Le but de ces opérations est de réduire la dépendance des entreprises minières, actives en particulier dans le secteur du cuivre zambien, auprès de la compagnie nationale d'électricité zambienne ZESCO qui a annoncé en juin une réduction de 40 % de l'approvisionnement énergétique des compagnies minières.

Projets et financements

Afrique de l'Ouest – Soutien renforcé de la BIsD : 500 M EUR approuvés pour des initiatives dans cinq pays

Le 14 octobre 2024, le Conseil d'administration de la Banque islamique de développement (BIsD) a approuvé des financements d'un montant total de 538,3 M USD pour des projets de développement socio-économique dans 5 pays d'Afrique de l'Ouest : (i) la Côte d'Ivoire a obtenu un montant total de 294,7 M USD en faveur de 2 projets routiers ; (ii) la Gambie, 40 M USD en faveur du secteur des transports ; (iii) le Sénégal, 71 M USD pour accélérer la transformation industrielle des produits agricoles ; (iv) la Sierra Leone, 72,3 M USD pour le déploiement d'une technologie de stabilisation des sols ; enfin (v) le Togo, 60,3 M USD pour soutenir la mise en place d'activités génératrices de revenus par les populations les plus vulnérables.

Afrique du Sud – La Banque Africaine de Développement accorde un prêt d'1 Md USD à Transnet

Le 18 juillet, la Banque Africaine de Développement (BAfD) a approuvé un prêt de 18,85 Mds ZAR (soit 1 Md USD) pour Transnet, l'opérateur logistique national sud-africain. Ce prêt sur 25 ans est garanti entièrement par l'Etat. Pour rappel, si Transnet, comme toutes les entreprises publiques surendettées, n'a pas bénéficié d'un renflouement pour l'exercice 2024/25 de la part du Trésor, l'Etat a accordé une garantie de 47 Mds ZAR (2,4 Mds EUR) en décembre 2023 (dont fait partie ce prêt) pour soutenir un plan de relance. Ce plan de 18 mois annoncé en octobre 2023, vise à restaurer les volumes de production (tombés à 150 M de tonnes en 2022/23 contre 226 M en 2017/18 et à rendre l'entreprise de nouveau profitable. Transnet a enregistré des pertes de 1,6 Md ZAR au cours des six premiers mois du dernier exercice (mars à septembre 2023), alourdissant sa dette à 130 Mds ZAR (6,5 Mds EUR). Selon la BAfD, le prêt doit aussi faciliter la mise en place de la première phase du plan d'investissement quinquennal de 153 Mds ZAR (8,1 Mds USD) dont l'objectif est d'améliorer les capacités actuelles avant de développer de nouveaux segments prioritaires.

Angola – Projet d'autoroute de 1 400 km reliant le nord au sud du pays financé grâce à un PPP

Le Président de la République a autorisé la signature d'un *Memorandum of Understanding* (MoU) avec la société China and Bridge Corporation pour la préparation des études et des documents nécessaires pour le lancement de l'appel d'offres, dans le cadre d'un partenariat public-privé, pour la construction de l'autoroute reliant Soyo (Province de Zaïre au nord) à Santa Clara (province de Cunene au Sud) sur une distance de 1 400 km. Le ministère des travaux publics, de

l'urbanisme et du logement, signataire du MoU, aura la charge de la mise en œuvre du projet.

Angola – L'Eximbank approuve un financement de 1,6 milliard USD pour l'énergie solaire en Angola

La Banque américaine d'import-export (EXIM) a approuvé un prêt de 1,6 milliard de dollars pour soutenir la construction de 65 mini-réseaux d'énergie solaire photovoltaïque en Angola avec des installations de stockage d'énergie. Ces mini-réseaux alimenteront des systèmes de collecte, de traitement et d'épuration d'eau dans quatre provinces du sud d'Angola. Selon un communiqué publié à cet effet, la transaction impliquera les sociétés américaines ING Capital, Sun Africa et la société angolaise Omatapalo.

Cameroun – Le nouveau cadre de partenariat de la Banque mondiale prévoit un financement de 2 Mds USD sur 4 ans

Le Groupe Banque mondiale a annoncé l'adoption d'un nouveau cadre de partenariat avec le Cameroun. Les objectifs de cette nouvelle stratégie financée à hauteur de 2 Mds USD, portent sur une offre d'emploi plus nombreuse et des institutions de prestation de service plus efficaces et plus inclusives. Le cadre de partenariat couvre les exercices 2025-2029 et vise à soutenir la réalisation de la vision 2035 portée par le Cameroun.

Congo – Le Congo renforce ses infrastructures d'électricité, avec l'appui de la Banque mondiale et des Emirats arabes unis

La Banque mondiale vient d'approuver un financement de 100 M USD en faveur du projet PASEL (Programme d'amélioration du service de l'électricité) qui vise à réhabiliter le réseau de transport d'électricité entre Pointe-Noire et Brazzaville, ainsi que des réseaux de distribution des deux villes. Ce projet devrait par ailleurs permettre d'améliorer les performances de la société Énergie électrique du Congo (E²C). Le ministre de l'Énergie et de l'Hydraulique, Emile Ouosso, indique que sur 300 MW dédiés à la ville de Brazzaville seuls 110 MW sont reçus par les utilisateurs à cause de la vétusté des lignes électriques. Le financement de la Banque mondiale doit également permettre à la société E²C d'assumer sa fonction de gestion du patrimoine, même si elle devra gérer momentanément la commercialisation de l'électricité, en attendant la création des autres segments. Par ailleurs, pour renforcer les capacités de production, le gouvernement dispose d'un programme de développement des deux Centrales à gaz de Pointe-Noire qui prévoit le passage de 484 MW pour la Centrale Électrique du Congo (CEC) à 1000 MW en 2030 et le passage de 50 à 1000 Mgw pour la Centrale Électrique de Djéno (CED). La Banque mondiale s'est montrée disposée à soutenir l'État congolais dans son ambition de mettre en œuvre des solutions d'énergies renouvelables telles que l'énergie solaire. L'émirat AMEA Power a annoncé le 27 juin la signature d'un protocole d'accord avec le gouvernement pour le développement d'un projet photovoltaïque solaire de 100 MW.

Ghana – Lancement de l’initiative des « Villes durables » à Tamale financée par l’UE et mise en œuvre par Expertise France

Dans le cadre du Partenariat entre l’Union européenne et le Ghana, la phase I du Projet « Villes durables » de 14,7 M EUR financée par l’Union européenne a été lancée le 25 septembre 2024 à Tamale, pour une durée de cinq ans. Ce projet a pour objectif de renforcer les politiques municipales en faveur d’un développement urbain durable dans six villes du Nord du pays : Tamale, Yendi, Bolgatanga, Wa, Nalerigu et Damongo. Il sera mis en œuvre par l’AFD via Expertise France, sous la supervision du ministère de la Gouvernance locale, de la Décentralisation et du Développement rural. Le projet s’articule autour de cinq principaux chantiers, à savoir le soutien à la gouvernance urbaine, la promotion d’une croissance économique verte, l’amélioration de la gestion des déchets solides, l’accès à l’eau ainsi que la promotion de l’inclusion et l’égalité des sexes. Il vise à renforcer la gouvernance locale, à améliorer la transparence et à favoriser l’implication des citoyens dans la gestion urbaine. La création d’un observatoire urbain permettra notamment d’améliorer la collecte de données pour appuyer la planification et la gouvernance.

Guinée – La Banque mondiale accorde 95 M USD pour l’amélioration du système de santé

Le 23 septembre 2024, la Banque mondiale a approuvé un financement total de 95 M USD de l’Association internationale de développement (IDA) et du Mécanisme de financement mondial pour les femmes, les enfants et les adolescents (GFF), en faveur du projet de transformation du système de santé en Guinée. Ce dernier vise principalement à améliorer la qualité et l’utilisation des services de santé en mettant l’accent sur la santé reproductive, maternelle, néonatale, de l’enfant et de l’adolescent, et de la nutrition. Il contribuera notamment à (i) renforcer les capacités opérationnelles et la résilience au changement climatique du système de santé ; (ii) la prise en charge sanitaire gratuite des personnes en situation d’extrême pauvreté et (iii) la modernisation du système national de l’état civil et d’identification des personnes pour garantir l’accès universel aux services de santé.

Mauritanie – La Banque arabe pour le développement économique en Afrique approuve un nouveau financement de 100 M USD

La Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) a annoncé s’être engagée à hauteur de 100 M USD pour le financement du barrage de Goubassi sur la rivière Falémé, dans le bassin du fleuve Sénégal, et la création d’une centrale hydroélectrique, pour être confirmé à l’occasion de son prochain conseil d’administration. L’objectif principal du projet est de contribuer à la régularisation du débit du fleuve Sénégal pour permettre la navigation sur ce dernier, ainsi qu’une meilleure irrigation des terres agricoles environnantes. Dans ce cadre, Le Haut-commissaire de l’Organisation pour la mise en valeur du fleuve

Sénégal (OMVS) s'est entretenu le 5 octobre 2024 avec le Président de la BADEA. La centrale hydroélectrique pourrait produire 68,4 GWh d'électricité annuellement.

Tchad – La Banque mondiale approuve un financement de 120 M USD pour renforcer le système de protection sociale

Un financement de 100 M USD de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) été approuvé par la Banque mondiale en parallèle d'un financement de 20 M USD du Programme de Protection Sociale Adaptative au Sahel. Ces financements sont destinés à renforcer le système de protection sociale en élargissant l'accessibilité aux filets de sécurité sociale pour les populations les plus vulnérables y compris pour les réfugiés. Ce sont 781 200 personnes (62 200 ménages) qui sont ciblés afin de bénéficier de ces filets de sécurité adaptatifs dont 12 090 ménages sont issus des populations réfugiées et 28 210 issus des populations hôtes des zones d'afflux migratoires. Au total se seront 9 provinces touchées par des afflux de réfugiés camerounais, centrafricains, soudanais mais également de déplacés internes qui pourront bénéficier de ce projet.

Tchad – La Banque mondiale mobilise 60 M USD en appui à la gestion de la crise nutritionnelle

Une convention de 60 M USD a été signée le 11 juin entre le Programme Alimentaire Mondial et le ministère de la Santé Publique du Tchad pour lutter contre la crise nutritionnelle qui sévit dans 41 départements selon les annonces du ministère. Ces fonds alloués par la Banque mondiale viennent couvrir les diverses interventions nécessaires à la prévention de la malnutrition et la distribution d'intrants. Ce financement vise également à endiguer la crise pastorale qui est en partie responsable des difficultés d'approvisionnement des ménages sur les marchés mais également responsable d'une inflation des produits alimentaires qui aggrave la situation de précarité financière, et donc nutritionnelle des ménages les plus exposés.

Secteurs d'activités

Energies et matières premières

Congo – Nucléaire, pétrole et défense au cœur de la dernière visite d'État du Président Denis Sassou N'Guesso en Russie

Lors de la visite d'État qu'il a effectué fin juin en Russie, le Président Denis Sassou N'Guesso a tenu des entretiens avec les patrons des sociétés Rosatom, spécialisée dans l'énergie nucléaire, Lukoil et Zarubezhneft spécialisées dans le pétrole et Rosoboron, spécialisée dans la vente de matériel de défense. La société Lukoil, qui travaille déjà au Congo sur la liquéfaction du gaz naturel, envisage d'autres possibilités de mise en valeur des ressources gazières du pays. Après sa rencontre

avec le Président Denis Sassou N'Guesso, la société Rosatom a signé le 17 juillet à Brazzaville deux protocoles d'accords avec le ministre de l'Énergie et de l'Hydraulique du Congo. Le premier concerne la coopération dans le domaine de l'énergie et de l'hydraulique et des secteurs adjacents. Le second porte sur l'utilisation pacifique de l'énergie atomique. Sont évoqués des projets de microcentrales.

Gabon – L'Etat gabonais boucle le rachat d'Assala Energy grâce au financement de Gunvor

Le groupe Carlyle a annoncé fin juin la finalisation de la vente de sa filiale pétrolière et gazière Assala Energy à la Gabon Oil Company (GOC), la compagnie pétrolière nationale du Gabon. Cette transaction marque l'aboutissement d'un processus entamé en février dernier, lorsque l'Etat avait exercé son droit de préemption sur la vente initialement prévue à la société française Maurel & Prom. Le coût réel de cette transaction s'élève à 1,05 Md USD (soit 633 Mds FCFA). Le financement de cette acquisition a été assuré par un prêt auprès du trader pétrolier suisse Gunvor, qui sera remboursé sur une période de cinq ans à partir de septembre 2024. Les modalités du contrat prévoient un remboursement mensuel de 20 M USD (soit 12 Mds FCFA), ainsi que des droits préférentiels pour Gunvor sur la commercialisation du pétrole produit. Aucune information complémentaire n'a pour l'instant été communiquée sur ce dernier point.

Mali – L'Etat acquiert la mine d'or de Yatela

Les groupes sud-africain AngloGold-Ashanti et canadien lamgold ont cédé la totalité de leurs parts (80 %) de la Société d'exploitation des Mines d'or de Yatela à l'Etat. La convention de cession entre les deux parties aurait été signée le 17 octobre dernier. La mine de Yatela est située dans la région de Kayes, à l'ouest du Mali, et est à l'arrêt depuis 2016. La cession s'est faite au coût d'un franc symbolique et l'Etat aurait obtenu également 36 M USD de fonds de fermeture de la mine ainsi que le règlement d'un contentieux fiscal fixé à 2,5 Mds FCFA (3,8 M EUR). L'Etat déléguera son exploitation à la Société de recherche et d'exploitation des ressources minérales du Mali (Sorem-Mali), créée en 2022.

Niger – Partenariat entre la Sonidep et Olive Energy pour l'exploitation du bloc Bilma

La Société Nigérienne de Pétrole (Sonidep) et la société Olive Energy, basée aux Etats-Unis, ont procédé, le 6 septembre 2024, à la signature d'un contrat cadre portant sur la mise en œuvre d'un partenariat stratégique pour l'exploitation des gisements du bloc Bilma, situé dans la région de Diffa et qui s'étend jusqu'à la région d'Agadez. Selon les termes de l'accord, Olive Energy sera en charge du financement et de la réalisation des travaux pour l'exploitation des gisements de Bilma. Pour rappel, la Sonidep était auparavant essentiellement en charge de la commercialisation des produits pétroliers. C'est en juin dernier qu'elle a officiellement entrepris de se lancer dans les activités de l'amont pétrolier.

Ouganda – Tour de table en cours finalisation pour le financement de l'oléoduc EACOP

La ministre de l'Énergie ougandaise, Ruth Nankabirwa, a indiqué que le bouclage du financement de l'oléoduc EACOP était proche d'un accord final. Sans surprise, 2 banques chinoises sont pressenties pour la partie dette mais la participation de 7 banques européennes, encore sous anonymat, est-elle plus surprenante. Le schéma de financement, porté par 9 créanciers, table sur un ratio dette/capitaux propres de 60 : 40 et une durée d'exploitation de l'ouvrage de 25 ans. Pris dans sa globalité, l'avancement du projet est estimé à presque 40 % grâce à l'intervention des actionnaires qui travaillent sur fonds propres. Si l'exécution des phases ingénierie et passation des marchés de fournitures ont atteint respectivement 81 % et 54 %, la construction - intégrant les travaux préparatoires - pilotée par China Petroleum Pipeline Engineering est estimée à 15,4 %.

Sao Tomé-et-Principe – Total Energies renforce sa présence

Total Energies a acquis 60 % des parts sur le bloc offshore STP02, lui procurant le statut d'opérateur. Sinoangol détenait, dans le cadre d'un partenariat avec Sonangol, le droit de gérer la prospection pétrolière dans le bloc 2 depuis 2013, avant que l'Etat de Sao-Tomé et Principe rompe le contrat. Sonangol s'est tourné vers Total Energies qui participe depuis quatre ans à la prospection dans le bloc 1 (jouxant le bloc 2) de la ZEE de Sao-Tomé et Principe. Les résultats encourageants du bloc 1 et l'acquisition des droits d'opérer sur le bloc 2 augmentent les possibilités pour la compagnie.

Sierra Leone – Signature d'un accord de 480 M USD avec MCC pour l'accès à l'énergie à un coût abordable

Le 27 septembre 2024, le ministère chargé des Finances et le Millennium Challenge Corporation (MCC) ont signé un accord de 480 M USD destiné à aider à améliorer l'accès à une électricité abordable et fiable. L'accord porte notamment sur le financement de 3 projets, à savoir (i) le projet Transmission Backbone qui facilitera les échanges d'énergie avec d'autres pays d'Afrique de l'Ouest ; (ii) le projet de distribution et d'accès qui améliorera la fiabilité du réseau électrique et réduira les pertes et les obstacles à l'accès dans certaines communautés et (iii) le projet de réforme du secteur de l'énergie qui se concentrera sur l'amélioration de la durabilité du secteur.

Industrie, transports et services

Afrique du Sud – L'Afrique du Sud finalise le cadre légal pour la participation du secteur privé dans les chemins de fer et les ports

L'Afrique du Sud prévoit d'achever dans les six mois un cadre légal permettant aux entreprises privées d'utiliser les infrastructures portuaires et ferroviaires

appartenant à l'État. Ce principe pourrait aider ce dernier à résoudre les graves problèmes logistiques qui ont freiné la croissance économique. Le ministre du Transport a indiqué que ce cadre légal servira de guide sur la manière dont le gouvernement travaille avec des tiers et ouvrira la voie à un appel aux entreprises intéressées pour qu'elles fassent des propositions. La procédure semble plus avancée concernant le secteur ferroviaire où le gouvernement, en collaboration avec les entreprises et les syndicats, a créé le National Logistics Crisis Committee (NLCC) afin d'apporter une réponse coordonnée et intégrée à l'ampleur de la crise.

Djibouti – Nouveaux chiffres sur le fonctionnement sous-optimal du chemin de fer Addis Abeba-Djibouti

Le nouveau CEO éthiopien de la joint-venture éthio-djiboutienne EDR en charge de l'exploitation du chemin de fer commun, M. Takele Uma (ancien ministre des Mines et maire d'Addis Abeba), a fait part de sa préoccupation devant les défis auxquels fait face l'infrastructure. Il a signalé que seules 15 des 32 locomotives détenues par EDR fonctionnent et que seules 2,4 M t de marchandises étaient traitées chaque année, contre une capacité théorique de 6,3 millions (38 %). Ces observations ont été faites lors d'une rencontre avec l'ambassadeur de Chine, avec lequel il s'agissait d'identifier des moyens de surmonter les difficultés qui conduisent à ces constats. Pour mémoire, le rail éthio-djiboutien a été intégralement financé et construit par la Chine. Ses opérations et sa maintenance étaient assurées jusqu'à décembre dernier par deux entreprises chinoises, dont le contrat n'a pas été reconduit.

Madagascar – Cession des parts de la filiale malgache de Société Générale à la BRED Banque Populaire

La Société Générale (SG) a annoncé le 5 août la signature d'un accord portant sur la cession totale des parts qu'elle détient au sein de sa filiale Société Générale Madagasikara (SGM, 70 %) à la BRED Banque Populaire. La BRED reprendrait ainsi la totalité des activités opérées par la filiale locale à Madagascar, ainsi que l'intégralité des portefeuilles clients et l'ensemble des collaborateurs de cette entité. Ce projet s'inscrit dans la stratégie de développement de la BRED Banque Populaire à l'international (plan stratégique 2024-2027) et consolide sa présence dans l'Océan Indien (Djibouti, Réunion et Mayotte). Cette transaction aura un impact positif d'environ 2 points de base sur le ratio de CET1 de SG (Common Equity Tier 1, mesurant sa solidité financière). La finalisation de la cession est attendue d'ici la fin du premier trimestre 2025, sous réserve du feu vert des autorités financières et réglementaires compétentes.

Nigéria – La fintech nigériane Moniepoint lève 110 M USD et acquiert ainsi le statut de licorne

Le 29 octobre, Moniepoint, fintech nigériane basée à Lagos et spécialisée dans les services bancaires et de prêt, a annoncé une levée de fonds de 110 M USD en série C. Cette levée a été menée par le fonds African Development Partners (ADP) III de Development Partners International. Parmi les autres investisseurs, on retrouve le Fonds d'investissement pour l'Afrique de Google et Verod Capital, l'une des plus

grandes sociétés de capital-investissement en Afrique. Cette opération porte la valorisation de Moniepoint à 1 Md USD, lui conférant ainsi le statut de licorne. La startup rejoint donc le club nigérian composé d'Interswitch (devenue licorne en 2019), Opay (2021), Flutterwave (2021) et Andela (2021). Créée en 2015, Moniepoint a d'abord proposé des solutions de paiement pour les banques et institutions financières, avant s'étendre en août 2023 aux services bancaires aux particuliers. La fintech a alors enregistré une croissance spectaculaire de 2 000 % de sa clientèle en finance personnelle sur un an, tout en affichant une augmentation annuelle moyenne de ses revenus de plus de 150 % ces dernières années. Moniepoint traite aujourd'hui plus de 800 millions de transactions, pour une valeur mensuelle totale excédant les 17 Md USD.

République centrafricaine – Digitalisation : Une feuille de route pour booster le secteur

Le gouvernement a organisé du 24 au 25 juin 2024, un séminaire sur la digitalisation avec comme thème : « Cap sur la transformation digitale des finances publiques : vision et feuille de route ». Au terme des assises, plusieurs recommandations ont été formulées, donnant naissance à une feuille de route qui prendra en compte plusieurs chantiers: i) la création et l'opérationnalisation d'une Cellule de suivi des réformes digitales (CSRED), ii) l'élaboration du Schéma directeur informatique du ministère des Finances et du Budget, iii) le renforcement des ressources matérielles, iv) le système intégré de gestion des finances publiques, v) le système intégré de gestion des ressources humaines, vi) la coordination des réformes digitales avec la participation des bailleurs.

Tanzanie – Inauguration la première ligne ferroviaire moderne entre la principale ville Dar es Salaam et la capitale Dodoma

Le 1er août 2024, la Présidente tanzanienne Samia Suluhu Hassan a officiellement lancé l'exploitation commerciale du chemin de fer électrique à écartement standard (SGR) de 541 km qui relie Dar es Salaam à la capitale Dodoma. A son arrivée à Dodoma, la Présidente Hassan a déclaré que la vitesse accrue de ce train réduirait considérablement les temps de trajet et faciliterait la circulation des marchandises et des personnes à travers toute la Tanzanie. Le train SGR a réduit les coûts de déplacement, réduit le temps de trajet de 60 %, de neuf heures à trois heures et demie. Du 14 juillet 2024 au 28 juillet 2024, le train Dar es Salaam-Morogoro a transporté 160 000 passagers et généré 2,4 B TZS (894 425 USD) de revenus. Le train Dar es Salaam-Dodoma, qui a fonctionné du 28 juillet 2024 au 1er août 2024, a transporté 28 600 passagers et a rapporté 744 M TZS (277 271 USD). Le ministre des transports a indiqué que le gouvernement avait commandé 1 430 wagons de fret, ce qui permettra d'améliorer le transport des marchandises du port de Dar es Salaam vers l'intérieur du pays et les pays voisins enclavés et aiderais à décongestionner le port de Dar es Salaam en transportant 17 M t de marchandises par an.

Agriculture et agroalimentaire

Nigéria– Flour Mills va investir 1 Md USD au Nigéria sur quatre ans pour agrandir ses installations de production

Flour Mills of Nigeria Plc, la plus grande entreprise de minoterie du pays, prévoit d'investir 1 Md USD pour étendre ses opérations au cours des quatre prochaines années. Cet investissement vise à renforcer la production locale, en particulier dans le secteur du sucre, avec 500 M USD pour augmenter la production annuelle de 100 000 à 400 000 tonnes dans l'État de Niger. L'entreprise allouera également 100 M USD pour établir une usine de transformation du manioc afin de réduire les importations d'amidon de manioc. La société envisage également de restructurer ses opérations en consolidant ses 22 unités en cinq entités distinctes, et prévoit une double cotation en bourse, notamment sur la bourse nigériane (NGX). Les réformes économiques du président Tinubu ont déjà suscité des engagements similaires, notamment de la part de Coca-Cola. L'entreprise a annoncé le mois dernier son intention d'investir 1 Md USD au Nigéria pour développer ses installations de production et de distribution.

Agenda

11-14 novembre 2024	AfricaCom	Le Cap, Afrique du Sud
19-20 novembre 2024	Ambition Africa	Paris, France

Contacts

Afrique australe

Afrique du sud, Botswana, Lesotho, Namibie, Malawi, Zambie, Zimbabwe : **Thibault Dornon**

Angola : **François Removille**

Mozambique, Eswatini : **Philippe Autier**

Afrique centrale

Cameroun, Centrafrique, Guinée Equatoriale, Tchad : **Michel Drobnik**

Congo : **Guillaume Prevost**

RDC : **Pierre Séjourné**

Gabon, Sao Tomé : **Pascal Fornage**

Afrique de l'Est et Océan indien

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda, Soudan : **Mathieu Bruchon**

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles : **Béatrice Alperthe**

Ethiopie, Erythrée, Djibouti : **Christophe Morchoine**

Ouganda, Soudan du Sud : **Grégory Sidrac**

Tanzanie : **Samuel Lefebvre**

Afrique de l'Ouest

Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Niger, Burkina, Guinée, Libéria, Sierra Leone : **Daniel Gallissaires**

Sénégal, Mauritanie, Cap-Vert, Gambie : **Marc Legouy**

Togo, Bénin : **Jérôme Frouté**

Nigéria-Ghana

Nigéria : **Florent Mangin**

Ghana : **Jean-Noël Blanc**

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Bureau Multifin 2

Benoît Campagne (benoit.campagne@dgtresor.gouv.fr)

Adrien Massebieau (adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr)

Rédacteurs : services économiques situés en Afrique subsaharienne

Abonnez-vous : <https://login.newsletter-dgtresor.fr/subscribe/>